

Arguments pour la lutte sociale n° 49 du 18 juin 2016

Défense des libertés : DEHORS ce gouvernement !

La manifestation centrale du 14 juin.

Le chiffre syndical du million de manifestants (plus 200 000 dans tout le pays) ce mardi 14 juin à Paris est parfaitement crédible. S'il est vrai que les boulevards allant de Place d'Italie aux Invalides, à raison d'une ou deux personnes par mètre carré, remplis d'un bout à l'autre, feraient environ 300 000 personnes, le fait est en effet qu'ils étaient non seulement remplis, mais que la place d'Italie n'était pas vidée à 18h soit 4 heures après le départ officiel, que plusieurs rues convergeant vers la place, parfois depuis la périphérie, ont été remplies aussi, que la densité dans la manif dépassait souvent de loin les 2 personnes au mètre carré, que toute une partie de la ville de Paris grouillait de manifestants, d'ailleurs interdits de rejoindre « la » manifestation par un dispositif policier qui ne visait pas la protection, mais le confinement et la provocation.

Une manifestation radicalement politique structurée d'une manière viscéralement syndicale. Retrait de la loi El Khomri, Dehors ce gouvernement, tels étaient les mots d'ordre les plus repris, ce dernier y compris par des sonos syndicales. Les unions départementales et locales CGT et CGT-FO, ainsi que quelques délégations d'entreprises comme Toyota, structuraient pour ainsi dire toute la manif, ainsi que des groupements fédéraux dont le plus important et le plus applaudi était celui des Ports et Docks.

La combinaison entre provocation policière, groupes supposés anarchistes, et volonté d'en découdre d'une frange de la jeunesse réagissant aux coups et aux brutalités qui se sont abattus sur elle dès le mois de mars, a reproduit le phénomène d'une « para-manifestation » de quelques centaines de cagoulés engageant un combat singulier avec les forces de police sur le devant de la manif, permettant aussi plusieurs attaques latérales directes contre la masse des manifestants.

En fin de parcours, les forces de police ont directement chargé le service d'ordre syndical et la tête de la manifestation, mais les dockers ont riposté et les ont repoussées. On a alors vu se dessiner ce que serait un véritable affrontement, non entre « casseurs » et jeunes en guérilla privée, mais entre la classe ouvrière organisée et l'appareil d'État de la V^e République. Sommé par le ministre de l'Intérieur, le préfet de Paris et les « grands journalistes » de s'expliquer sur cette soi-disant « *ambiguïté entre la CGT et les casseurs* », le dirigeant confédéral P. Martinez s'est, de fait, solidarisé avec ses militants : tant mieux.

De retour chez eux, les manifestants fiers et fatigués, les yeux attaqués par les gaz, ont ressenti la nausée devant les grands médias, qui non seulement divisaient leurs effectifs par 10 ou par 20, mais les traitaient de casseurs et racontaient qu'ils avaient soi-disant pris d'assaut l'hôpital Necker pour enfants malades et terrorisé ces enfants,

parmi lesquels le fils de 3 ans d'un couple de policiers assassinés par Daesh à Magnanville la veille. Cette abominable calomnie, qui montre clairement que si on peut plaisanter en disant « ils vont bientôt dire que nous mangeons les enfants », il se pourrait que ceci cesse d'être une plaisanterie, a, depuis, été contredite par des images et des témoignages qui posent très clairement la question d'une provocation professionnellement organisée.

Où vont Hollande et Valls ?

Un tel fait montre où en est rendu l'exécutif Hollande-Valls-Macron-Cazeneuve.

Truquer les chiffres, calomnier, présenter comme quasi terroriste la CGT, est un choix délibéré de ces messieurs, les mêmes qui, en novembre, ont tenté d'utiliser les massacres commis par les fascistes de Daesh pour aggraver la constitution antidémocratique de la V^e République dans un sens dictatorial et raciste. La volonté de faire passer par le 49-3 et la violence policière la loi détruisant le code du Travail s'inscrit dans le prolongement de cette volonté bonapartiste. Devant le million de manifestants, représentant le monde du travail et la jeunesse de ce pays, l'exécutif se radicalise et parle maintenant d'interdire les manifestations.

Hollande et Valls ont-ils les moyens de leur politique ?

Ont-ils les moyens d'interdire les manifestations, d'instaurer le couvre-feu, d'emprisonner par milliers et milliers, de gazer et matraquer partout, de réquisitionner les grévistes, toutes choses qu'ils ne cessent d'amorcer et d'évoquer ?

On peut certes penser que non. Mais l'heure est grave. Acculés, Hollande et Valls sont devenus très dangereux. Leur crispation autoritaire se répercute en saccades épileptiques à tous les niveaux de l'appareil d'État.

Ce vendredi 17 juin, lors du rassemblement de policiers, militaires et gendarmes, organisé en hommage au couple assassiné lundi soir, un policier de Mantes-la-Jolie a refusé de serrer la main du président et du premier ministre en dénonçant le « manque de moyens ». Du point de vue de la sécurité publique, il n'y a effectivement pas de moyens.

En misant tout sur la provocation et la fabrication en série d'incidents autour des manifestations ouvrières et de la jeunesse, Hollande et Valls sont les premiers fauteurs de désordre et de « chienlit ».

Daesh, Hollande et Valls.

Ce que montre en réalité le crime de Daesh de lundi soir, c'est que leur état d'urgence ne sert à rien contre Daesh parce qu'il n'a jamais été conçu et dirigé pour lutter contre Daesh. Loin de pouvoir servir de justification à la politique du gouvernement, ce crime illustre sa gabegie et sa déconfiture, mais aussi son danger.

Ceci vaut aussi pour les dégâts causés par certains supporters de cet euro de foot lui aussi invoqué contre les grèves et les manifestations, et qui en moins d'une semaine ont fait plus de dégâts que des mois de lutte sociale soumise à la répression. Et ces « supporters » ont notamment semé la terreur à Marseille avec, il faut le dire tel quel,

la bénédiction de M. Cazeneuve. Hollande, Valls, Cazeneuve, mettent la société en danger.

Par leur état d'urgence et leur loi El Khomri, ils exposent le pays aux attaques de Daesh comme aux frappes des commandos fascistes infiltrés parmi les supporters - dont un contingent de professionnels russes de la « guerre hybride », à l'évidence, à Marseille.

La crise de régime est là.

En résumé : s'il est vrai que la poussée vers la grève générale engagée début mars n'a pas abouti car les directions confédérales ont contenu le mouvement en imposant un rythme d'une longueur interminable, le fait que cette poussée n'a pas pour autant reflué, mais a continué en tant que force politique menaçant directement le régime par la lutte sociale, nous a fait rentrer dans une situation inédite, d'amorce de la crise de régime sans que le gouvernement ne soit, pour l'instant, renversé.

Ce début de crise de régime s'exprime dans la radicalisation délirante du gouvernement devant la réalité du million de manifestants et de la résistance ouvrière.

Ce qui était souhaitable, pour les « sages », conseillers sociaux, conseillers en com', éditorialistes, c'était qu'après un « baroud d'honneur » mardi, CGT et FO acceptent un compromis - en gros l'ajout à l'article 2 de la loi d'une consultation des branches professionnelles sur les accords d'entreprises. Un tel compromis était, soulignait Mme Parisot sur RTL le jeudi 16 juin, écrit dès 2008 dans les projets de « dialogue social », par elle-même et, à l'époque, Bernard Thibault.

Mais la confrontation de classe entre le million de manifestants et leurs camarades, collègues, amis, parents dans tout le pays, et un gouvernement en pleine radicalisation, rend un tel compromis impossible. La rencontre Martinez-El Khomri de ce vendredi matin 17 juin n'a donc rien donné, et c'est tant mieux.

La démocratie, c'est leur départ, maintenant.

Au moment présent, se pose l'urgence de la riposte démocratique à la fuite en avant de l'exécutif.

Que, du propre point de vue du capital qu'ils servent, Hollande et Valls deviennent des irresponsables, car ils n'ont pas pour l'heure les moyens de leur politique, n'atténue pas, mais augmente, le danger pour la démocratie qu'ils représentent maintenant.

Sans doute ne peuvent-ils pas, dans les circonstances de ce jour, vendredi 17 juin, mettre en œuvre ce dont ils menacent ouvertement. Mais imaginez une provocation qui débouche sur un drame mortel (et ce n'est pas grâce à eux qu'on l'a évité jusqu' à présent !), une série d'attentats fascistes de Daesh, une accélération de la crise géopolitique en Europe avec par exemple le « Brexit », une combinaison de tout cela : oui, l'exécutif Hollande-Valls est dangereux, il doit être défait.

Un appel signé par le PCF, EELV, le PG, Ensemble !, Nouvelle Donne, le MRC, la NGS, République et Socialisme, le POI, le PCOF « demande à François Hollande de cesser d'attaquer le monde du travail et le mouvement syndical ». Mais François Hollande,

président de la V^e République, est au centre et à l'origine de toutes ces attaques. Il faut le dire. Le monde du travail le sait très bien : il vomit François Hollande plus que tous ses prédécesseurs à la tête la V^e République !

De plus, ce n'est pas seulement l'interdiction de manifester dont il est question en fait. De telles interdictions « *au cas par cas* » ont été annoncées le 15 juin par Valls, alors que le pouvoir des préfets les rend déjà possibles, et ils ne s'en privaient d'ailleurs pas jusqu'en mars, où le mouvement syndical et les jeunes l'ont reconquis sans autorisation.

Ce que dessinent Hollande, Valls, Cazeneuve ... c'est l'écrasement des libertés démocratiques dans le cadre de l'état d'urgence.

Ils échoueront ? Garantissons-le. Maintenant : par l'unité des forces du mouvement ouvrier et de la démocratie leur disant : Stop, capitulez devant la démocratie, ou partez !

Autour de l'assassinat de Jo Cox

La députée travailliste du West-Yorkshire, la région ouvrière de Leeds, Jo Cox, a été assassinée devant sa permanence ce jeudi 16 juin, à Birstall. L'assassin a crié *Britain first* et serait idéologiquement d'ultra-droite. Jo Cox, 41 ans, était députée depuis 2015 et était connue pour ses positions pro-immigration et « pro-européennes ».

Ce crime vise le renouveau du Labour party et semble bien se réclamer du pire chauvinisme britannique, *jingo*. Il survient une semaine avant le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne, au moment où la sortie l'emporte dans les sondages, et dramatise évidemment la campagne et le climat général dans le pays.

Il est difficile de dire quelle influence cela aura sur les résultats, mais une telle violence est largement ressentie dans les secteurs de la société qui, en France, serait en gros ceux qui se mobilisent actuellement contre la loi El Khomri, comme le signe de la violence sociale, de la violence anti-immigrés, et de la violence tout court, qu'une victoire du « Brexit » pourrait porter.

Alors qu'en France et dans les pays occidentaux et méditerranéens du continent européen (le cas des pays d'Europe centrale et orientale étant encore différent), ce que l'on appelle abusivement « l'Europe », à savoir l'Union Européenne avec ses institutions telles que la Commission de Bruxelles, a été perçue comme inspirant, opérant ou donnant caution à toutes les attaques antisociales depuis 1983 jusqu'à l'actuelle loi El Khomri, en Grande-Bretagne l'UE est majoritairement perçue, dans le mouvement ouvrier, comme un possible bouclier protecteur, cela depuis les années Thatcher et à cause d'elles, car Thatcher n'avait pas eu besoin des institutions « européennes » pour infliger de très graves défaites à la classe ouvrière britannique, qui pèsent encore aujourd'hui.

C'est naturellement une illusion, surtout aujourd'hui, mais le sentiment répandu en France que l'UE est derrière tous les mauvais coups fonctionne lui aussi, en sens inverse, comme un alibi ou un voile protégeant ceux qui décident ou qui appliquent pour le compte du capital, et qui sont toujours les dirigeants politiques nationaux.

Le terrible assassinat de Jo Cox souligne à sa façon la fragilité du mouvement ouvrier britannique engagé dans une véritable recomposition, car il montre à quelles agressions il peut être confronté.

Or, ceux qui mettent seulement ou trop unilatéralement l'accent sur le danger chauvin et UKIP, porté par des secteurs de la bourgeoisie (mais pas par la City), du Brexit, devraient aussi voir que le maintien dans l'UE, non seulement ne résoudra rien, mais confortera le premier ministre Cameron. **Brexit ou pas, ce sont des cuts qui s'annoncent !**

Jeremie Corbyn s'est prononcé, avec le soutien ou sous la pression des courants droitiers du Labour qui ne voulaient pas de lui en 2015, pour le Remain (maintien dans l'UE), mais à reculons et en gardant une certaine modération. Lui qui avait été un adversaire de l'entrée dans la CEE en 1975, a exprimé à sa façon l'absence de position indépendante du mouvement ouvrier britannique dans cette affaire.

La crise de la classe dominante et de l'État britannique est grave. Faisant écho à la crise de l'eurozone, il est clair depuis quelques années que le Royaume-Uni n'en fera pas partie. Mais du coup, c'est la nature de son rapport à l'UE qui est mise en cause, et le mécontentement de l'électorat de droite (tory) et des secteurs patronaux « nationaux » (petites entreprises) a rongé le parti tory. Cameron a joué en partie sa réélection sur la promesse piégée d'un référendum sur ce sujet. Le parti tory est en roue libre sur cette question.

Le mouvement ouvrier, redynamisé par les mouvements de la jeunesse et les mobilisations contre les coupes dans les services publics puis par la victoire historique de Corbyn, aurait la puissance sociale d'intervenir dans cette crise pour imposer ses solutions. Et celles-ci ne passeraient ni par l'UE ni par la réaffirmation chauvine d'un impérialisme britannique (que son lien avec des États-Unis, eux-mêmes en crise de leadership, ne rattrapera pas!), mais par une libre association avec les peuples d'Europe, sur des bases démocratiques, qui supposent une transformation de la monarchie britannique en une association des nations anglaise, écossaise, galloise, impliquant aussi une unité démocratique de l'Irlande. Le basculement de l'électorat traditionnel du Labour et de la jeunesse en Écosse, vers le parti indépendantiste SNP, qui menace de s'orienter vers l'indépendance en cas de Brexit, souligne que ces enjeux n'ont rien d'abstrait et se posent maintenant.

Mais pour que le mouvement ouvrier britannique puisse être opératoire dans une crise politique telle que celle qui se noue autour du référendum du jeudi 23 juin prochain, il lui faudrait aller plus loin que ce premier pas qu'a été la reconquête du Labour par sa tradition ouvrière rajeunie. Il lui faudrait se redéfinir en toute indépendance, envers l'UE comme envers le Royaume-Uni et la monarchie, en définissant le type d'État démocratique dont les peuples britanniques ont besoin. Ce n'est pas là une abstraction : pour stopper les coupes et rétablir les droits sociaux mis à mal par le

thatcherisme et le blairisme, il faut aller de l'avant et imposer la pleine démocratie, car on ne reviendra jamais aux années d'avant Thatcher.

Les camarades français doivent comprendre, même si cela demande un effort, qu'une pure sortie de l'UE apparaît dans ces conditions comme dangereuse à la majorité des militants ouvriers britanniques et des syndicats, et pas seulement aux socio-libéraux et aux blairistes et post-blairistes. Mais l'alignement de fait de Corbyn et du Labour sur le maintien dans l'UE demandé par Cameron, ennemi n° 1 des travailleurs puisqu'il est au pouvoir, ne répond pas aux nécessités de l'heure et s'avère un piège.

Entre faire le jeu de Cameron ou le jeu de l'UKIP et de Boris Johnson (ancien maire de Londres et leader des pro-Brexit de droite), il y a une troisième voie, celle de l'indépendance de classe par laquelle le mouvement ouvrier aurait pu, soit prendre la tête du vote pour la sortie mais avec une perspective d'union des peuples et en affrontant les chauvins, soit organiser le boycott du scrutin - la question restera ouverte et au fond de peu d'intérêt, de savoir laquelle de ces options aurait été la meilleure. La vraie question que soulève ce référendum dans lequel, un an après son triomphe, Corbyn apparaît piégé et englué, pour le mouvement ouvrier, c'est : **comment redevenir opératoire dans les questions politiques touchant à la nature et aux formes de l'État ?**

La réélection de Cameron, l'indépendantisme écossais, la percée de Corbyn qui a surpris tout le monde, Corbyn le premier, l'évolution de l'Irlande au Nord et au Sud, et le présent référendum désormais marqué du sang de Jo Cox, ont soulevé et soulèvent ces questions avec une acuité croissante.

Crime de masse islamiste et homophobe à Orlando

Les 49 morts (50 avec l'assassin) de la tuerie commise dans une boîte gay d'Orlando, en Floride, ont été massacrés parce qu'homosexuels ou présents dans un établissement se voulant homosexuel, et parce que l'idéologie islamiste de Daesh, dont se réclamait le tueur, prescrit de tels massacres.

On peut étouffer la vérité soit en taisant le caractère homophobe soit en taisant la caractère islamiste (soit les deux) de cet odieux massacre.

On remarquera que pas grand monde, à notre connaissance, n'a tenté de le présenter comme « anti-impérialiste » même dévoyé. Par contre, il est de bon ton de dénoncer par avance l'utilisation « islamophobe » qui pourrait en être faite. Mais si l'on veut vraiment combattre Trump, il faut commencer par ne pas lui laisser le monopole de la désignation des islamistes comme coupables, lesquels deviennent tout de suite, dans sa bouche, les musulmans en général ou les étrangers, tout bonnement. Que l'assassin ait aussi le profil d'un *serial killer* typiquement américain n'empêche nullement qu'il soit aussi islamiste et que les deux se cumulent.

Cet événement apporte le goût du sang dans la présidentielle nord-américaine : nous y reviendrons.